



La réforme Sapin, c'est un plan social d'ampleur et une dégradation du service public rendu aux usagers.

Ni les agents ni les organisations syndicales ne sont responsables et ne pourront être tenus responsables d'une situation que chacun sait explosive.

Un plan social de grande ampleur...

Les masques tombent. La réforme Sapin n'est que l'habillage d'un grand plan social de plusieurs centaines d'emplois qui touchera tous les services sur plusieurs années.

L'administration, dans un document dit de « méthodologie de construction des effectifs de référence 2014 », indique clairement que « Les baisses d'effectifs pour 2014 induisent globalement une suppression de -152 ETP pour les services déconcentrés ». La baisse prévue pour les Pays de la Loire est de - 11 postes, dont - 4 pour la catégorie C, déjà très durement touchée par les précédentes réductions d'effectifs.

Ce document annonce par ailleurs une « baisse indicative des effectifs de référence 2015 » de - 9 pour les Pays de la Loire et - 174 au niveau national.

L'administration annonce donc un objectif d'environ 300 suppressions de poste en 2 ans, qui viendront s'ajouter aux plans de réduction d'effectifs des dernières années.

Au niveau de l'UT 44, 2 postes de contrôleur du travail en section sont « inoccupés » depuis plusieurs mois mais ne sont pas déclarés vacants par la direction et pour cause : ils vont disparaître, noyés dans le redécoupage/maquillage des UC qu'on nous annonce. La mise en place des UC permettra de maquiller ces deux suppressions de poste.

Au service renseignement, un départ est déjà prévu. Le poste libéré ne sera très probablement pas remplacé au même titre que ceux des sections.

On peut donc d'ores et déjà prévoir 3 suppressions de postes de contrôleur dans les semaines à venir.

De plus un projet de décentralisation d'une partie des programmes relevant du fonds social européen prévoit le transfert de plusieurs dizaines d'agents de nos services.

Qui dégrade nos conditions de travail...

Et pendant que les effectifs baissent, la charge de travail, elle, ne diminue pas. Au contraire, le monde du travail va mal et nos services sont fortement sollicités pour assurer le droit au travail et le droit du travail.

La désorganisation de nos services mise en œuvre par notre administration dégrade nos conditions de travail.

Et le service public...

La dégradation du service rendu au public, c'est pour maintenant : 6 agents de contrôle partent en formation pour 6 mois sans que rien n'ait été prévu par la direction, alors que 2 postes sont déjà vacants et qu'un poste aux renseignements va être supprimé. C'est bien l'administration qui (dés)organise tout ça, en laissant les agents seuls avec leur conscience professionnelle, seuls face à ce sentiment d'impuissance devant un monde du travail en grande souffrance. Nous ne sommes pas responsables et nous ne devons pas assumer les carences d'une administration qui ne nous donne pas les moyens de travailler.